

# RECONSTRUIRE UN ORDRE MO

Avec la crise des dettes publiques, les États ont été rendus insolubles. Et le dollar ne peut plus aujourd'hui constituer la monnaie de référence. Pour éviter l'explosion du système, il convient de tout remettre à plat, d'effacer les dettes et de convoquer un second Bretton Woods.



PAR PAUL JORION, économiste et sociologue.

La question d'un ordre monétaire international avait été partiellement résolue en 1944, à Bretton Woods, dans le New Hampshire, lorsqu'a été mis en place le système monétaire international qui devait durer jusqu'en 1971. Deux positions s'affrontaient : la position américaine, représentée par Dexter White au nom des États-Unis, et la position essentiellement britannique, défendue par John Maynard Keynes, économiste fameux mais qui joua aussi un rôle important en son temps dans la gestion des affaires économiques et financières de la Grande-Bretagne.

La solution qui fut adoptée était déséquilibrée. On était en 1944 et le seul grand pays qui n'avait pas connu la dévastation de son territoire était les États-Unis, qui s'étaient aussi enrichis partiellement du fait que les Britanniques leur avaient commandé une grande partie de l'armement qu'il était devenu impossible de fabriquer en Grande-Bretagne en raison des bombardements allemands. À cette époque, à eux seuls, les États-Unis représentaient 70 % de la richesse économique de la planète en raison du fait que les autres économies étaient à terre.

On a considéré alors qu'utiliser le dollar,

miste belge qui attira le premier l'attention sur elle. La raison en est qu'il devint impossible pour le dollar d'être à la fois l'équivalent de la richesse des États-Unis et de la valeur des échanges commerciaux entre les différentes nations. La divergence se creusa toujours davantage, entraînant la fin du système, en 1971. Le désordre monétaire actuel en est l'aboutissement.

Une once d'or en 1971 valait désormais bien davantage que 35 dollars. Deux nations en particulier, la Suisse et la France, réclamèrent aux États-Unis l'équivalent en or des dollars qu'elles détenaient. L'opération fut à ce point calamiteuse pour les États-Unis, engagés à l'époque dans une guerre coûteuse au Vietnam, que Nixon abrogea la parité dollar-or. Depuis lors, nous n'avons plus de système monétaire international.

Une des conséquences de l'absence désormais d'un ordre monétaire international est qu'il est toujours loisible aux États-Unis, parce que leur devise demeure la monnaie de référence pour l'ensemble des relations commerciales internationales, d'imprimer du dollar à la demande pour essayer de relancer leur économie. Ces dollars se retrouvent dans le reste du



IMAGES.COM / CORBIS

La baisse de la part de l'économie américaine dans l'économie mondiale fait qu'il devient impossible pour le dollar **d'être à la fois l'équivalent de la richesse américaine et de la valeur des échanges entre les nations.**

la devise américaine, comme monnaie de commerce international, en raison de ces 70 %, ne constituait pas une approximation aventureuse. Le système qui fut mis en place en 1944 était celui d'une parité or-dollar, établie à 35 dollars pour une once d'or fin, tandis que toutes les autres monnaies se définiraient par un taux fixe par rapport au dollar, la seule devise véritablement ancrée à l'or.

Le fait que la part de l'économie américaine se mit à baisser petit à petit au sein de l'économie mondiale, au fur et à mesure que les autres économies reprenaient du poil de la bête, créa une faille à l'intérieur du système : ce qu'on appelle le « dilemme de Triffin », du nom d'un écono-

monde, provoquant des déséquilibres qui nous affectent, nous, particulièrement en Europe. La Chine a, elle, arrimé sa devise, le yuan ou renminbi, au dollar. Elle a en fait réagi de la seule manière qui fasse sens : faire semblant que 1971 n'a pas eu lieu, mettre entre parenthèses la fin de l'ordre monétaire international, et cela afin de s'assurer d'une relation commerciale avec les États-Unis à des prix stables. De multiples aspects de la crise de la dette actuelle sont liés au désordre monétaire international qui règne depuis 40 ans. Même si cela ne résout pas les deux autres aspects du tournant de civilisation que nous sommes en train de vivre en ce moment, à savoir, d'une part, la fin de la co-

lonisation de notre planète par la politique de terre brûlée qui caractérise notre espèce, et d'autre part, notre absence de maîtrise de la complexité due à l'introduction de l'ordinateur, le fait de recréer un

ordre monétaire international nous permettrait au moins de sortir de la crise financière que nous traversons aujourd'hui.

La Chine appelle, depuis 2009, à un nouvel ordre

monétaire international : elle suggère qu'on revienne à la bifurcation de 1944 et soutient le projet que Keynes avait proposé. Timothy Geithner, le secrétaire au Trésor américain, en a parlé incidemment en 2009, et il s'agit aussi d'une éventualité dont on parle énormément dans les couloirs du Fonds monétaire international, sous Dominique Strauss-Kahn comme sous Christine Lagarde : réunir un Bretton Woods n° 2 qui permettrait de mettre en œuvre véritablement le projet proposé par Keynes autrefois.

Keynes s'était inspiré de la politique adoptée par le directeur de la Banque centrale allemande de l'époque, devenu ensuite le ministre des finances de Hitler,

# NÉTAIRE INTERNATIONAL



Hjalmar Schacht, l'inventeur d'un système économique équilibré, qu'il avait instauré pour permettre à l'Allemagne de se réarmer dans le cadre d'accords bilatéraux avec différents pays.

Un troisième homme, Fritz Schumacher, qui deviendra célèbre grâce à son livre intitulé « Small is Beautiful » – l'un des fondateurs de la pensée écologiste et décroissante –, avait mis au point un projet du même type. Keynes fit la synthèse de l'ensemble de ces idées. Le principe qui le guidait était la mise en place d'un système

économiques – qui ne doivent pas nécessairement correspondre à des nations sous leur forme actuelle mais peuvent aussi bien être des ensembles de nations comme le Benelux ou le Marché commun à six qui exista à une époque – s'unissent sous l'égide d'une « chambre de compensation internationale multilatérale » pour constituer des unités qui n'exportent pas davantage qu'elles n'importent : qui sont, autrement dit, équilibrées au plan des exportations et des importations, et dont toutes les transactions passent par cette

**Il faudrait recourir à une monnaie qui ne serait pas utilisée au plan local, mais qui servirait aux transactions entre zones économiques dans une perspective d'équilibre des balances commerciales.**

économique « pacifié », où l'on ne verra pas naître des querelles de chiffonniers comme celles dont nous avons été les témoins entre l'Allemagne et la Grèce : « Vous dépensez trop ! – Non, c'est vous qui produisez trop : on ne peut pas faire comme vous le faites ! », etc. Ce que Keynes envisage, c'est un ordre monétaire international où des zones éco-

économiques, qui règle les échanges commerciaux entre ces zones économiques.

Il serait possible de constituer ainsi un nouvel ordre monétaire international : en recourant à une monnaie qui ne serait pas utilisée au plan local, qui serait absente des portefeuilles ou des porte-monnaie, mais une monnaie dans laquelle les tran-

sactions entre zones économiques auraient lieu, dans une perspective d'équilibre à respecter qui ferait que celui qui exporte plus qu'il n'importe serait pénalisé, aussi bien que celui qui importe plus qu'il n'exporte, des réajustements étant apportés dans un cadre annuel, par le biais de dévaluations et de réévaluations de la monnaie locale, ou de pénalités sous forme d'amendes en cas de récidive.

Bien sûr, on ne peut pas envisager de reprendre le projet de Keynes sous la forme que décrivait son texte de 1944. Mais il est possible de réactiver son approche, en se rappelant qu'ont été atteintes aujourd'hui les limites d'un système où la devise d'un unique pays est utilisée comme monnaie de référence. Le dollar, étant à la fois la devise des États-Unis et une monnaie de référence internationale, oblige les nations qui sont de grandes exportatrices comme la Chine à se constituer d'énormes réserves en dollars qu'elles doivent ensuite « stériliser » en achetant de la dette américaine, c'est-à-dire en accordant des prêts aux États-Unis. Ces prêts viennent alors alimenter – dans une période telle 2000-2006 – la bulle immobilière, parce qu'une demande aussi importante d'obligations américaines fait baisser les taux d'intérêt, rendant les prêts hypothécaires aux ménages attractifs. De là découle ensuite la crise des subprimes, lorsque la bulle éclate. Cette configuration de déséquilibres est la conséquence de la disparition d'un ordre monétaire international. J'ai lancé personnellement, en 2007, un appel à la convocation d'un Bretton Woods n°2, et je ne suis heureusement pas seul à réclamer une telle initiative. Je renouvelle mon appel chaque fois que l'occasion m'en est offerte. Je l'ai fait en particulier à chacune des différentes étapes de la crise de la zone euro, qui a débuté en

janvier 2010. J'ai constamment appelé à ce que l'on remette sur le tapis la proposition de Keynes (ou des propositions apparentées), pour que l'on échappe enfin au piège d'une situation

où le déséquilibre apparu du fait que le dollar est à la fois deux monnaies, une monnaie domestique et une monnaie internationale, est à l'origine de distorsions catastrophiques au sein du système financier qui tuent dans l'œuf toute tentative de reconstitution d'un système économique mondial équilibré et, comme le souhaitait John Maynard Keynes, « pacifié ». ★